

## Communiqué de fin de mission

### Une délégation de haut niveau, du Groupe de coordination des partenaires s'imprègne de l'opérationnalisation de l'approche Nexus au Kasai et Kasai Central

**Kinshasa, le 05 novembre 2021.** Du 27 au 29 octobre 2021, sous la conduite du Coordinateur résident des Nations Unies, David McLachlan-Karr, et de l'Ambassadeur de l'Union européenne, Jean-Marc Châtaigner, une délégation de partenaires techniques et financiers s'est rendue dans les provinces du Kasai et du Kasai Central. Quatre ambassadeurs membres du Groupe de coordination des partenaires (GCP) étaient présents : S.E.M. Oliver Schnakenberg, Ambassadeur d'Allemagne, S.E.M. Carlos Robles, Ambassadeur d'Espagne, S.E.Mme Emily Maltman, Ambassadrice du Royaume-Uni et S.E.M. Henric Råsbrant, Ambassadeur de Suède.

**Un des objectifs** était d'apprécier, six mois après le départ de la MONUSCO, la mise en œuvre de l'approche Nexus – qui consiste à conjuguer l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix – par les acteurs de terrain (les autorités provinciales, les ONG et la société civile).

Le Kasai (Tshikapa, Kamonia, Mwaka) et le Kasai-Central (Dibaya et Luiza) ont été retenus pour le Nexus car ces deux provinces post-conflit, sont particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire, les violences sexuelles et basées sur le genre, et présentent une fragilité nécessitant de capitaliser sur les acquis de consolidation de la paix pour maintenir la stabilité. Travers leurs visites aux centres de santé – y compris en santé maternelle et reproductive –, d'écoles, de points d'eau, d'activités agricoles, et d'une pharmacie vétérinaire, la délégation a pu découvrir directement comment la convergence entre les acteurs des autorités, des Nations Unies, des ONGs, de la société civile et permet de créer les complémentarités nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés dans les plans provinciaux de développement. Le but est de réduire les besoins humanitaires en maintenant la stabilité dans ces provinces.

La délégation a eu des échanges constructifs avec les autorités provinciales, sur l'importance d'avoir un leadership et des financements gouvernementaux pour le développement de leur province, y compris un système de gestion des recettes publiques transparentes. La délégation a également rencontré les partenaires du développement, les ONGs internationales et nationales et la société civile des deux provinces.

Parmi les **points saillants** des discussions, on retrouve la question des moyens engagés et de l'impact des projets sur les populations, celle de la mobilisation de nouveaux financements (internationaux, nationaux et provinciaux) pour la République démocratique du Congo, qui connaît une crise humanitaire majeure depuis des décennies, sans avoir pu créer les leviers de développement nécessaire pour être plus autonome et ainsi se passer à terme, de l'aide extérieure et les rôles possibles des partenaires privés pour favoriser l'entreprenariat et l'autonomie économique.

L'Ambassadeur de l'Union européenne, S.E.M Jean-Marc Châtaigner, a souligné : « *les partenaires aspirent à voir les bénéficiaires, la société civile et les autorités provinciales s'approprient pleinement les projets, condition indispensable pour garantir leur durabilité dans le temps. Si la communauté internationale peut appuyer, le développement durable de la RDC et des Kasai viendra de la population elle-même.* »



D'autres **sujets majeurs** ont été abordés lors de ces entretiens notamment, les violences sexuelles et basées sur le genre, l'importance de la scolarisation des filles, les conditions de la gratuité scolaire, le poids des règles administratives imposées aux ONG internationales et ONG nationales qui freinent leur action, la prévention des conflits intercommunautaires, le besoin pour les autorités provinciales de recevoir la rétribution de l'Etat central pour assurer leur fonctionnement, et leur rôle essentiel dans la coordination de l'approche Nexus.

*« Si la MONUSCO a quitté les Kasai, l'ensemble des agences des Nations Unies, les ONGs et les bailleurs internationaux restent bien présents auprès de la population. L'approche Nexus intégrée, et sa mise en œuvre entre gouvernement provincial, acteurs de terrain et partenaires, est la seule réponse pouvant offrir une perspective de développement durable. Il ne faut pas pour autant oublier les besoins humanitaires réels des populations et continuer à maintenir les efforts de consolidation de la paix pour assurer la stabilité des provinces. »*, a indiqué David McLachlan-Karr, Coordinateur résident des Nations-Unies.

**En conclusion**, la délégation a exprimé le besoin pour la RDC comme pour ces deux provinces de faire évoluer leur trajectoire et de réfléchir à une nouvelle façon d'agir ensemble et de penser le développement du pays pour et avec la population.

: - : - : - : - : - : - : -

**Le GCP est composé** d'une trentaine de bailleurs. S'y retrouvent des Etats, des Agences internationales et les Institutions financières internationales (les Agences UN y sont représentées par le PNUD). Les membres sont représentés soit par leur chef de coopération, soit par les directeurs pays pour les banques et agences. Il est coprésidé par le Coordonnateur résident Nations Unies et l'Ambassadeur de l'Union européenne.

#### **Les 4 objectifs du GCP :**

- 1 - Développer des relations entre les PTF, favoriser l'échange d'informations et de données (situation politique, économique, sociale, sécuritaire, humanitaire, développement...),
- 2 - Construire un discours commun vis-à-vis des autorités, voire prendre des positions communes dans le domaine de la coopération au développement en général et des politiques sectorielles congolaises,
- 3 - Développer un dialogue politique sur le développement avec le gouvernement et éventuellement intervenir collectivement à travers des démarches et d'autres actions,
- 4 - Participer à la définition des politiques de coopération (PNSD, UNDAF).

**Pour tout contact :** Michel Champredon, Spécialiste de la coordination de l'aide internationale et du Groupe de coordination des partenaires - Cell: +243 (0) 970 112 181 [|michel.champredon@one.un.org](mailto:michel.champredon@one.un.org)